

Publication de l'*Observatoire des mines 2013* : Des progrès fragilisés par de nouvelles utilisations

Lyon, le 28 novembre 2013. Rendu public aujourd'hui, le rapport 2013 de l'*Observatoire des mines*¹ présente le bilan annuel du Traité d'Ottawa qui interdit l'utilisation, le stockage, la production ainsi que le transfert de mines antipersonnel. Handicap International s'alarme de nouvelles utilisations de ces armes, pourtant condamnées par plus de 160 Etats dans le monde. Elles ont été utilisées en Syrie en 2012 et 2013 et de nouvelles preuves attestent également d'un usage par le Yémen, pourtant Etat Partie au traité, en 2011. Handicap International déplore cette violation sans précédent du traité. Elle vient malheureusement entacher des résultats très positifs du Traité d'Ottawa : l'*Observatoire des mines* a en effet enregistré pour 2012 le plus faible nombre de nouvelles victimes, la plus grande surface jamais décontaminée et le plus haut niveau de financement mondial en faveur de la lutte contre les mines depuis 1999.

En Syrie, Etat non partie au Traité d'Ottawa, plusieurs belligérants ont utilisé des mines antipersonnel en 2012 et 2013. La guerre civile interminable qui ravage le pays a déjà engendré plus de 110 000 morts en deux ans et demi, un nombre incalculable de blessés et plus de 2 millions de réfugiés dans les pays limitrophes. L'intensité de cette crise a conduit l'association à intervenir auprès des réfugiés et déplacés syriens, notamment par la mise en œuvre d'activités en Jordanie, au Liban et en Syrie : Handicap International assure en particulier l'appareillage et le suivi des personnes amputées et propose des soins de réadaptation aux blessés dont le traumatisme pourrait engendrer un handicap permanent. L'association mène également des projets d'éducation aux dangers des restes explosifs de guerre². Handicap International s'inquiète des conséquences dramatiques que les mines et engins non explosés vont occasionner. La situation actuelle laisse en effet présager d'un travail de dépollution de plusieurs années pour limiter le nombre de victimes de ce qu'on appelle « la guerre après la guerre ».

De nouvelles preuves obtenues en 2013 révèlent que les forces gouvernementales du Yémen, pourtant Etat partie au Traité, ont utilisé délibérément des mines antipersonnel sur leur territoire en 2011. Une enquête menée par Human Rights Watch en 2013 met en lumière une utilisation de mines antipersonnel (environ 8 000) sur près de 20 zones, notamment autour des camps militaires de Bani Jormooz, à quelques kilomètres au nord de Sana'a, la capitale. Plus de 260 victimes de mines et restes explosifs de guerre ont déjà été recensées en 2012 dans le pays, contre 19 victimes en 2011. L'association s'inquiète des conséquences à long terme de cette nouvelle utilisation de mines.

Le rapport de l'*Observatoire des mines 2013* rapporte également des avancées sans précédent :

. Le nombre de victimes recensées n'a jamais été aussi bas : 3 628 victimes ont été identifiées en 2012, soit une baisse de 19% par rapport à l'année précédente. Cela représente en moyenne 10 victimes par jour pour l'année 2012, soit une diminution de 60 % par rapport à 1999, année de l'entrée en vigueur du Traité d'Ottawa. Malheureusement, les civils représentent toujours la part la plus importante des victimes (78%), dont une majorité de femmes et d'enfants (respectivement 13% et 47% des victimes civiles recensées).

. Le déminage des zones contaminées a atteint un niveau record de 526 km² dépollués contre 423 km² en 2011, permettant la destruction de 540 000 mines et restes explosifs de guerre. Handicap International mène ou soutient des activités de déminage dans huit pays (Cambodge, Laos, Liban, Libye, Mali, Mozambique, République démocratique du Congo et Sénégal).

. 71 pays et territoires sont identifiés comme pollués par ces armes dans le monde, soit 9% de moins que l'année précédente. Cinq nouveaux pays ont annoncé en 2012 la destruction de toutes les mines antipersonnel présentes sur leur territoire, portant ainsi le nombre total de pays déminés à 25³.

. Les 87 Etats parties au traité ont détruit plus de 47 millions de mines antipersonnel, dont plus de 250 000 en 2012.

. 67 pays ont contribué à l'action contre les mines à hauteur de 681 millions de dollars américains en 2012. C'est le montant le plus élevé jamais attribué à l'éradication de ces armes.

Handicap International sera présente du 2 au 5 décembre 2013 à Genève, pour la 13^e Conférence des Etats parties au Traité d'Ottawa, pour interpellier les gouvernements sur leurs responsabilités et appeler au respect des obligations du Traité.

Plus d'informations sur www.handicap-international.fr

Contact presse : Sophie Gaguin - 04 26 68 76 47 – 06 25 29 21 69 - sgaguin@handicap-international.fr

¹ L'Observatoire des mines est la branche de recherche de la Campagne Internationale pour Interdire les Mines (ICBL). Handicap International est membre de son comité de pilotage.

² Les restes explosifs de guerre désignent différents types d'engins non explosés (grenades, obus, sous-munitions...) qui demeurent dangereux même après la fin des conflits.

³ Liste complète disponible sur le site internet www.handicap-international.fr

À propos de Handicap International

Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis plus de 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. OEuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, États-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) oeuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL), co-lauréate du Prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton en 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi